

**NATIONS
UNIES**



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.109/871
25 juillet 1986
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITE SPECIAL CHARGE D'ETUDIER LA
SITUATION EN CE QUI CONCERNE
L'APPLICATION DE LA DECLARATION
SUR L'OCTROI DE L'INDEPENDANCE
AUX PAYS ET AUX PEUPLES COLONIAUX

TIMOR ORIENTAL

Document de travail établi par le Secrétariat

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. MESURES PRISES PAR L'ONU	1 - 9	2
II. SITUATION SUR LE PLAN MILITAIRE	10 - 20	3
III. SITUATION EN CE QUI CONCERNE LES DROITS DE L'HOMME	21 - 34	5
IV. SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE	35 - 43	9

I. MESURES PRISES PAR L'ONU

1. Un résumé des mesures prises par l'ONU entre novembre 1982 et juillet 1985 figure dans le précédent document de travail sur le Timor oriental (A/AC.109/836).
2. Le Comité spécial a examiné le 8 août 1985 la situation dans le territoire, comme il l'avait décidé en organisant ses travaux, en tant que point distinct. Il disposait pour cela du document de travail établi par le Secrétariat (A/AC.109/836). Le Comité avait accepté d'entendre M. Martinho da Costa Lopes, Mme Felice Gaer de la Ligue internationale des droits de l'homme, M. José Ramos Horta du Frente Revolucionária de Timor Leste Independente (FRETILIN), Mme Margo Picken, d'Amnesty International et M. Michel Robert de l'International League for the Rights and Liberation of Peoples, M. Roger S. Clark (au nom de Mme Gaer), M. Ramos Horta, Mme Picken et M. Robert ont été entendus à la 1283ème séance du Comité spécial, le 8 août 1985 (voir A/AC.109/PV.1283). Des déclarations ont été faites à cette même séance par les représentants du Cap-Vert, de la Guinée Bissau, de l'Indonésie, du Mozambique, du Portugal et de Sao-Tomé-et-Principe. Le représentant de l'Indonésie a fait une nouvelle déclaration à la 1284ème séance, tenue le même jour (A/AC.109/PV.1284). Le Comité spécial a ensuite décidé à l'unanimité de poursuivre l'examen de la question lors de sa session suivante, sous réserve des directives que l'Assemblée pourrait lui donner à sa quarantième session.
3. Le Secrétaire général a présenté le 11 septembre 1985 à l'Assemblée générale réunie pour sa quarantième session un rapport intérimaire (A/40/622) dans lequel il décrivait les efforts qu'il continuait à déployer pour améliorer la situation sur le plan humanitaire et faciliter un règlement global du problème.
4. Le Bureau de l'Assemblée générale s'est réuni le 16 septembre 1985 pour examiner le projet d'ordre du jour de la quarantième session de l'Assemblée. Il a décidé, sur proposition du représentant du Sénégal, de recommander à l'Assemblée de reporter l'examen de la question du Timor oriental à sa quarante et unième session (A/BUR/40/SR.1, par. 72 et A/40/250, par. 27). L'Assemblée, par sa décision 40/402 du 20 septembre 1985, a inscrit à l'ordre du jour provisoire de sa quarante et unième session un point intitulé "Question du Timor oriental" (voir A/40/PV.3).
5. Les représentants de l'Angola, du Belize, du Mozambique, du Portugal, de Sao-Tomé-et-Principe, de Vanuatu et du Zimbabwe ont mentionné la question du Timor oriental dans les déclarations qu'ils ont faites au cours du débat général de la quarantième session de l'Assemblée générale (voir A/40/PV.5, 9, 24, 25, 27, 28, 33) et les représentants de l'Indonésie et de Vanuatu ont exercé leur droit de réponse (voir A/40/PV.29 et 33). Par ailleurs, les représentants de la Guinée Bissau et du Portugal ont évoqué cette question dans les déclarations qu'ils ont prononcées à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies (voir A/40/PV.45 et 47).
6. Une lettre datée du 23 octobre 1985, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Sao-Tomé-et-Principe auprès de l'ONU, a été distribuée en tant que document du Conseil de sécurité (S/17592). En annexe à cette lettre figurait une lettre de M. Ramos Horta, du FRETILIN, adressée au Secrétaire général et contenant le texte d'une déclaration faite le 20 juillet 1985 par M. José Alexandre Gusmao (Xanana), du FRETILIN, ainsi qu'un appendice intitulé "Plan de paix du FRETILIN".

7. Le Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU a adressé au Secrétaire général le 16 janvier 1986 une lettre qui a été distribuée en tant que document du Conseil de sécurité (S/17744). En annexe à cette lettre figuraient des extraits du bulletin TAPOL No 72 de novembre 1985.

8. A la Commission des droits de l'homme, les représentants de l'Angola, de l'Indonésie et du Portugal et l'observateur de Pax Romana ont évoqué le 27 février 1986, dans le cadre de l'examen du point 9 de l'ordre du jour, la situation au Timor oriental (voir E/CN.4/1986/SR.35). Alors que la Commission examinait le point 12 de l'ordre du jour, l'observateur du Conseil mondial des peuples indigènes a fait le 5 mars une déclaration dans laquelle il mentionnait la question du Timor oriental (voir E/CN.4/1986/SR.44); l'observateur de Pax Romana a également soulevé cette question le 12 mars, dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour (voir E/CN.4/1986/SR.54).

9. Répondant à une demande d'information qui lui avait été adressée en vertu de l'alinéa e) de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement portugais (voir A/41/190) a de nouveau indiqué le 4 mars 1986 qu'il n'avait rien à ajouter aux renseignements déjà communiqués dans sa note du 6 avril 1979 (A/34/311). A cette époque, il avait déclaré que la situation au Timor oriental l'empêchait d'assumer ses responsabilités concernant l'administration du territoire et qu'il n'était pas en mesure de fournir les renseignements demandés.

II. SITUATION SUR LE PLAN MILITAIRE

10. La presse australienne s'est fait, le 8 octobre 1985, l'écho de sources militaires indonésiennes qui auraient déclaré "les combats se sont réduits l'année dernière à des accrochages opposant de temps à autre quelque 7 500 Indonésiens et 500 à 700 guérilleros armés du FRETILIN", et a indiqué que selon des sources gouvernementales et religieuses haut placées, "les incessantes embuscades tendues par le FRETILIN [avaient] fait cette année au moins 80 morts parmi les Indonésiens" 1/. L'agence Reuters a annoncé, en octobre également 2/, que M. José Alexandre Gusmao (Xanana) avait envoyé à Darwin un message radio pour inviter l'ambassadeur australien, M. Bill Morrison, à "discuter à la radio avec le FRETILIN" pendant la visite qu'il devait effectuer le même mois au Timor oriental. Selon la presse australienne, M. Gusmao aurait également dit que "d'importantes forces militaires [avaient] pris position autour de Viqueque en prévision de cette visite" 1/.

11. Le 29 novembre 1985, en même temps qu'il célébrait le dixième anniversaire de la "déclaration d'indépendance" du Timor oriental, le FRETILIN a annoncé qu'il contrôlait "de vastes secteurs" et que son activité s'étendait "le long de la côte sud et dans les régions montagneuses de l'est", et même "à trois kilomètres seulement des principales agglomérations". Il a en outre affirmé être "organisé en cellules et patrouilles frontalières autonomes" 3/.

12. Le Sydney Morning Herald a rapporté le 4 décembre 1985 que "pas moins de 15 soldats indonésiens" avaient été tués à la fin de novembre au cours d'une embuscade montée par le FRETILIN dans la région de Los Palos; c'était "le quatrième accrochage en six mois dans l'ancienne colonie portugaise". On a également signalé un incident survenu en septembre, à Viqueque, au cours duquel six à 10 soldats indonésiens auraient été tués, et un autre survenu en juin à Baucau, au cours

/...

duquel 30 à 35 Indonésiens auraient été tués ou blessés. Des sources militaires indonésiennes auraient affirmé que "plusieurs" éléments du FRETILIN avaient également été tués ou blessés. D'après le Sydney Morning Herald, les circonstances entourant un autre incident au cours duquel le chef de l'Assemblée régionale de Los Palos avait trouvé la mort n'avaient "pas été éclaircies". Selon une version rapportée dans un article du journal The Guardian, la victime, accompagnée d'un garde armé, aurait rencontré des membres du FRETILIN "officieusement et de sa propre initiative" afin d'étudier la possibilité de pourparlers, mais "une dispute avait éclaté, entraînant une fusillade au cours de laquelle la victime, au moins un de ses hommes et huit à 10 guérilleros avaient été tués" 4/.

13. La Far Eastern Economic Review a rapporté le 12 décembre qu'une "embuscade bien préparée, tendue soit à Los Palos, soit à Viqueque" le 20 novembre 1985 avait "fait 16 victimes parmi les forces indonésiennes". Les pertes du FRETILIN auraient été "pour le moins aussi importantes". La presse australienne, citant des sources militaires, a dit que l'armée indonésienne avait perdu "plus de 170 hommes l'année dernière" 5/. Par la suite, l'Australian écrivait : "des sources sûres affirment que l'armée indonésienne subit encore régulièrement des pertes légères" 6/.

14. A son retour d'une visite dans le territoire en janvier 1986, un prêtre catholique de la République fédérale d'Allemagne, le père Rudiger Seifert, a déclaré que le FRETILIN ne recueillait guère de sympathies par les Timorais de la zone de Baucau, qui craignaient les représailles qu'il avait l'habitude d'exercer contre la population locale, n'hésitant pas à tuer ou à brûler les habitations 7/. Le père Seifert avait également été informé par les autorités que 25 soldats indonésiens avaient été tués au cours d'opérations se rapportant au FRETILIN 7/.

15. The Age de Melbourne écrivait le 14 janvier 1986 qu'à en juger par les documents et photographies que lui avait fait parvenir clandestinement le FRETILIN, l'Indonésie avait intensifié ses activités militaires au Timor oriental. Toujours selon The Age la côte sud était "depuis quelques temps, le théâtre d'opérations militaires", le FRETILIN avait affirmé qu'il y avait 18 bataillons indonésiens au Timor oriental et "un bataillon supplémentaire" avait débarqué le 30 septembre 1985.

16. La presse australienne a rapporté le 4 mars 1986 qu'il y avait au Timor oriental qu'une douzaine de bataillons de l'armée indonésienne, concentrés autour de Los Palos 6/. D'autres sources ont évalué ces forces à 10 ou 12 bataillons. D'après une délégation australienne, conduite par le ministre principal du Territoire du Nord, M. Ian Tuxworth, qui s'était rendue au Timor oriental en mars, il n'y avait de signes visibles de la présence de troupes indonésiennes ni à Dili, ni à Baucau et rien non plus ne permettait de conclure à celle de FRETILIN 6/. On pouvait lire dans The Australian : "le FRETILIN est aidé par la configuration du terrain et le fait que les communications sont mauvaises, mais il est handicapé par le manque de vivres et il semble moins soutenu que par le passé" 6/. La délégation australienne a déclaré : "l'existence à Dili et à Baucau semble paisible" et "pour l'essentiel la vie semble avoir repris son cours normal" 6/.

17. La Far Eastern Economic Review s'est fait l'écho le 10 avril 1986 d'une annonce qui avait été faite à Lisbonne à la fin de mars et selon laquelle "les éléments suivants des deux principaux mouvements nationalistes", le FRETILIN et l'Uniao Democrática Timorense (UDT), avaient "uni leurs forces contre Djakarta".

/...

On ne savait pas encore très bien ce que seraient les conséquences de ce pacte, mais, disait l'article, les deux groupes avaient "entrepris de lancer des initiatives communes sur les plans diplomatique et militaire afin de promouvoir leur objectif, l'autodétermination du Timor oriental". Cette alliance apparaissait comme étant de nature à améliorer "l'efficacité opérationnelle" de la résistance dans le Territoire, puisque, disait-on, les éléments qui restaient de l'UDT mettraient au service du FRETILIN le réseau de renseignements qu'ils possédaient dans la capitale, Dili. Toutefois, l'UDT ne disposait "d'aucune unité de combat propre". Toujours selon la Far Eastern Economic Review, les familles des réfugiés arrivés récemment du Timor oriental avaient constaté une augmentation des forces indonésiennes préparant une offensive qui devait être lancée contre les guerrilleros au mois de mai 8/.

18. Le Christian Science Monitor écrivait le 29 avril 1986 qu'un "nouveau paquet de documents du FRETILIN", "sortis clandestinement" du territoire montrait que les forces du mouvement FRETILIN étaient "organisées en compagnies régulières qui opéraient dans 10 zones militaires dans les districts du centre et de l'est, mais ni dans la région de Dili" ni dans les districts de l'ouest. D'après le Christian Science Monitor, l'authenticité des derniers en date des documents indonésiens, parmi lesquels se trouvait une carte, tachés d'encre à copier en plusieurs endroits serait "peut-être plus difficile à établir" que celle des documents présentés en 1983 comme sortis clandestinement. Le Christian Science Monitor notait toutefois que ces documents concordaient "quant au fond" avec les précédents 9/.

19. Dagens Nyheter de Stockholm a rendu compte le 28 juin 1986 d'une visite effectuée au Timor oriental par un haut fonctionnaire du ministère suédois des affaires étrangères, M. Dag Klackenberg. M. Klackenberg avait eu des entretiens avec des représentants de l'Eglise catholique et des organisations humanitaires internationales du Territoire et aurait conclu que l'activité militaire au Timor oriental était "faible" 10/. Il aurait de plus déclaré : "Le FRETILIN est tellement affaibli qu'il ne constitue plus la moindre menace même pas pour les projets de développement lancés par les autorités indonésiennes", ajoutant que selon "des sources locales" le mouvement comptait "au maximum entre 300 et 800 hommes, qui trouvent peu d'appuis dans la population" 10/. Selon Dagens Nyheter, M. Klackenberg aurait donc conclu "le FRETILIN ne représente plus une alternative politique" 10/.

20. Selon des informations parues dans Le Monde, du 3 juillet 1986, le FRETILIN aurait déclaré avoir tué en avril 1986 24 soldats indonésiens dans l'est et le centre du Territoire et retenir prisonniers trois soldats indonésiens 11/.

III. SITUATION EN CE QUI CONCERNE LES DROITS DE L'HOMME

21. Selon la délégation du Territoire du Nord australien "rien ne permettait de conclure à des violations des droits de l'homme" au Timor oriental 6/. Pour sa part, M. Dag Klackenberg, du Ministère suédois des affaires étrangères, aurait dit après sa visite au Timor oriental qu'il n'avait observé "aucune persécution politique ou religieuse de la population" 11/. On note néanmoins la persistance d'allégations selon lesquelles il y auraient des exécutions extra-judiciaires, en particulier de civils, des disparitions, des tortures, des arrestations arbitraires

/...

et des détentions pour motifs politiques et sans garanties juridiques 12/. Les autorités indonésiennes, pour leur part, continuent de rejeter comme infondées les allégations de violations des droits de l'homme au Timor oriental 13/.

22. En ce qui concerne les allégations selon lesquelles il y aurait des exécutions extra-judiciaires, Amnesty International a "instamment demandé que de telles informations fassent l'objet d'enquêtes approfondies effectuées par des observateurs extérieurs" 14/. Dans le rapport consacré à l'Indonésie dans la série de 1985 sur les pratiques des pays dans le domaine des droits de l'homme (Country Reports on Human Rights Practices for 1985, Report on Indonesia) le Département d'Etat américain a décrit le territoire comme une zone de "luttres internes continues entre les autorités et les rebelles" 15/. Il précisait toutefois qu'il n'existait aucun élément permettant de conclure à des assassinats politiques au Timor oriental 15/.

23. Le rapport du Département d'Etat soulignait que les cas de disparitions dont on continuait de faire état remontaient souvent à des époques antérieures à 1985 15/ et que depuis que l'accès du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aux prisons avait été normalisé, on avait pu retrouver des personnes que l'on croyait disparues 16/. La Far Eastern Economic Review a rapporté que dans la province plusieurs personnes étaient "venues signaler à des journalistes étrangers des cas plus récents où des gens auraient été soudainement arrêtés, battus par la police ou auraient 'disparu', mais ajoutait ces allégations, de même que celles d'Amnesty n'ont jamais pu être vérifiées" 17/.

24. S'agissant des allégations d'arrestations arbitraires, le rapport du Département d'Etat indiquait que le Code indonésien de procédure pénale de 1981 prévoit des mesures de protection contre de telles arrestations, mais que la législation indonésienne ne garantit pas expressément le droit d'habeas corpus ou son équivalent. En outre, en vertu de mesures d'urgence spéciales instituées en 1966, une partie de l'armée dispose "de pouvoirs étendus pour emprisonner et interroger les personnes jugées dangereuses pour la sécurité nationale". Toutefois, aucun cas de recours à ces pouvoirs extra-juridiques n'a été signalé en 1985 16/.

25. Les procès des détenus du Timor oriental se sont poursuivis en 1985. Selon la presse australienne, ces détenus sont "inculpés pour activités se rapportant au FRETILIN". Mais bien qu'ils soient qualifiés de "rebelles", "ils ne sont pas accusés de subversion ou de sédition, mais de crimes de droit commun tels qu'assassinats ou incendies volontaires" 5/. Les procès se déroulent en audience publique à Dili et la défense est assurée par des avocats de Kupang (Timor occidental) 17/. Selon la Far Eastern Economic Review, "les avocats consacrent habituellement une semaine ou deux à chaque affaire". De plus, on rapporte que dans certains cas, les détenus comparaissent comme témoins dans un procès et comme accusés dans un autre. Toutefois, dit le Review "on a veillé à ce que la procédure de chaque procès reste distincte" 17/. Comme indiqué dans le précédent document de travail (A/AC.109/836, par. 29), les observateurs étrangers n'ont pas été admis jusqu'à présent à assister aux procès. Amnesty International a dit avoir demandé au Ministre indonésien de la justice l'autorisation d'envoyer des observateurs "pour évaluer par rapport aux normes juridiques internationales la manière dont les

procès se déroulent", mais cette demande a été repoussée au motif que les procès relevaient "essentiellement de la juridiction interne" 14/. Jusqu'ici, tous les détenus ont plaidé coupables. Selon la Far Eastern Economic Review, les avocats de la défense ont expliqué que "plaider coupable fait gagner du temps". D'après la presse australienne, "ceux que l'on a jugé être les responsables ont été condamnés à des peines d'emprisonnement supérieures à 10 ans et leurs recrues ou sympathisants à un ou deux ans de prison" 5/. La Far Eastern Economic Review a précisé que "compte tenu du temps déjà passé en prison - allant quelquefois jusqu'à quatre ans" de nombreux prisonniers n'avaient plus "qu'une peine de quelques mois à purger" 17/. Au cours de la visite qu'il a faite au Timor oriental en octobre 1985, l'ambassadeur d'Australie, M. Morrison, a reçu une liste à jour des détenus qui avaient été jugés, liste qu'il a ensuite transmise à Amnesty International 18/. Cette liste portait 178 noms. Selon des sources officielles indonésiennes, 233 affaires de ce type avaient été jugées en juin 1986. Les peines sont purgées dans les établissements pénitentiaires de Comarca et de Bekora à Dili, de Cipinang à Djakarta et de Tangerang dans la région ouest de Java.

26. Comme indiqué dans le précédent document, le CIRC avait lancé en 1985 un nouveau programme de protection lui permettant de visiter les détenus du Timor oriental et il a continué à se rendre dans les centres de détention où sont emprisonnés ces détenus. Au cours de l'année qui vient de s'écouler il a effectué trois séries de visites, en novembre 1985, février/mars 1986 et juin 1986, en appliquant ses critères, se rendant dans quatre établissements de détention, deux à Djakarta et deux à Dili. Il a également poursuivi, en coopération avec la Croix-Rouge indonésienne, un programme destiné à aider les familles démunies des détenus.

27. Certains membres du Congrès américain ont exprimé leur inquiétude devant les allégations faisant état d'atteintes aux droits de l'homme au Timor oriental. Le 23 avril 1986, 23 sénateurs ont écrit au Secrétaire d'Etat, M. George P. Shultz, en le priant instamment de porter cette question devant son homologue indonésien, et 125 membres de la Chambre des Représentants ont adressé le 24 avril au Président Ronald Reagan une lettre à ce sujet 19/. Cette lettre soulignait la nécessité de faciliter l'accès des organisations humanitaires au territoire et mentionnait l'existence d'informations selon lesquelles il y aurait "des prisons et des camps de détention 'cachés' auxquels les organisations humanitaires internationales n'ont encore pas accès".

28. Le rapport du Département d'Etat indiquait que le Gouvernement indonésien avait continué d'offrir l'amnistie aux membres du FRETILIN qui renonceraient à leurs activités insurrectionnelles. En 1985, certains membres du Front ont accepté cette offre et l'amnistie accordée a, dit-on, généralement été respectée 15/. On a toutefois signalé que la liberté de déplacement de ces personnes était soumise à des restrictions 15/.

29. Les restrictions limitant l'accès international au Timor oriental et l'information en provenance de ce territoire demeurent préoccupantes. The Christian Science Monitor a comparé la situation en matière d'information à "un rideau qu'on aurait tiré devant le territoire" 9/. Le rapport du Département d'Etat indiquait que la correspondance arrivant au Timor ou en partant était

/...

"examinée de près de façon officielle" 20/ et qu'il fallait une autorisation pour les communications téléphoniques 17/. Le rapport indiquait aussi que le Gouvernement indonésien avait davantage ouvert l'accès du territoire au cours de l'année, autorisant notamment un certain nombre de visites officielles accompagnées 21/. Mais en général, il fallait un "permis" pour se rendre au Timor oriental, où en outre la liberté de déplacement faisait l'objet de restrictions 22/. La Far Eastern Economic Review a signalé le 8 août 1985 que les permis délivrés par la police étaient "encore exigés pour se rendre au Timor oriental ou en sortir" et que les bénéficiaires étaient "triés sur le volet". Cette publication indiquait également, en ce qui concerne les voyages à l'intérieur du territoire, que le conducteur d'une voiture qui longeait la côte nord avait été "arrêté 13 fois sur moins de 200 kilomètres par des barrages de police". Les sources indonésiennes ont fait savoir depuis que les documents de voyage (surat jalan) ne sont plus exigés pour les déplacements à l'intérieur du Timor oriental, sauf là où il y a encore des risques de troubles, c'est-à-dire dans les régions de Viqueque et de Los Palos.

30. Comme indiqué dans le précédent document, la religion prédominante dans le territoire est le catholicisme. Plusieurs sources ont dit que la liberté de professer et de pratiquer la foi catholique était généralement respectée. On a toutefois signalé des restrictions aux activités des missionnaires étrangers, qui ont par exemple des difficultés pour obtenir un visa ou un permis de résidence ou le faire renouveler 22/. Cela explique en partie, dit-on, pourquoi le territoire manque de prêtres 7/, 10/, 17/, mais les autorités indonésiennes ont fait savoir qu'un certain nombre d'autochtones étudient actuellement dans des séminaires du territoire ou d'ailleurs.

31. Le CICR a continué en 1985 de fournir une aide médicale et alimentaire aux personnes déplacées qui se trouvent sur l'île d'Ataúro et d'observer les conditions dans lesquelles vivent les personnes qui étaient antérieurement dans cette situation et ont été réinstallées sur l'île principale. Le rapport du Département d'Etat indiquait que 239 personnes déplacées étaient rentrées en octobre 1985 dans leurs villages de l'île principale et qu'il en restait 932, pour la plupart originaires de Viqueque, à Ataúro. Les sources officielles indonésiennes ont fait savoir que 18 autres familles étaient rentrées en mars 1986, et qu'il restait 848 personnes déplacées à Ataúro. Le rapport du Département d'Etat indiquait également que "bien que le Gouvernement indonésien essaie de les renvoyer chez elles le plus rapidement possible, de nombreuses personnes ont demandé à rester à Ataúro jusqu'à ce que la menace du FRETILIN soit complètement écartée dans la région de Viqueque" 16/. Le CICR a continué de faciliter au moyen du service de messages de la Croix-Rouge les communications entre les personnes déplacées de l'île d'Ataúro et leurs familles. Il s'est en outre rendu en octobre 1985 dans les régions de Cailaco et de Manatuto, au Timor oriental également, et en mai 1986 dans les districts de Baucau et d'Aileu, pour déterminer les conditions dans lesquelles avaient été réinstallées plus de 1 200 personnes qui étaient revenues de l'île d'Ataúro.

32. Le CICR a commencé en 1986, sur la demande des Gouvernements portugais et indonésien, un programme de rapatriement des fonctionnaires portugais. Ce programme est financé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). A la fin du mois de juillet 1986, 24 fonctionnaires portugais et

/...

leurs familles, soit 170 personnes en tout, étaient arrivés à Lisbonne en six groupes, les 22 janvier, 22 février, 12 avril, 2 et 24 mai et 8 juillet 1986. Selon The Jakarta Post, le Ministre principal du territoire du Nord australien avait, lors de sa visite au Timor oriental, informé les autorités locales qu'un certain nombre de personnes originaires de ce dernier territoire et vivant actuellement en Australie souhaitaient revenir. Le "Gouverneur" autochtone du territoire, M. Mario Carrascalao, désigné par l'Indonésie, aurait dit au Ministre australien que ces personnes étaient les bienvenues, mais que leur retour devait être "soumis aux procédures officielles" 23/.

33. Comme indiqué dans le précédent document, le CICR a conclu en 1985 avec l'Indonésie un accord lui permettant d'effectuer des enquêtes concernant la santé et la nutrition sur l'île principale, et notamment de se rendre pour des contrôles de suivi dans les zones "exposées". Le CICR s'est rendu en décembre 1985 dans cinq de ces régions comme suite à l'enquête de juin 1985. Une nouvelle enquête est prévue pour août 1986.

34. The Straits Times (Singapour) a annoncé le 31 mars 1986 que le Gouvernement indonésien lancerait une campagne pour contrer les allégations de violations des droits fondamentaux au Timor oriental. Selon le Ministre des relations extérieures, M. Mochtar Kusumaatmadja, les critiques concernant la manière dont l'Indonésie se comporte en matière de droits de l'homme "viennent en partie de la réticence que Djakarta avait mise jusqu'à présent à fournir des informations". "Nous avons été trop fermés, trop réservés", aurait dit M. Mochtar, "nous devons parler plus haut" 24/.

IV. SITUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET CULTURELLE

35. Comme on l'a indiqué dans le précédent document, le Gouvernement indonésien continue, en ce qui concerne le Timor oriental, d'accorder la priorité à la mise en place des infrastructures, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, des transports et de l'administration. On a pu lire dans la Far Eastern Economic Review que "pour s'attacher la population du Timor oriental, l'Indonésie semble déterminée à faire de la province un modèle de développement économique" 17/. Des "améliorations notables" des services sociaux, notamment en ce qui concerne les centres d'éducation et les centres sanitaires, des communications et des conditions économiques ont été signalées 21/. La délégation du territoire du nord australien a déclaré après sa visite au Timor oriental qu'"il était évident que le gouvernement faisait des dépenses considérables", notamment à Dili et à Baucau 6/. Le budget par habitant (environ 89,50 dollars) serait le plus élevé d'Indonésie, la région urbaine de Djakarta exceptée 17/. Cependant, bien que le revenu moyen par habitant soit passé, indique-t-on, de 50 à 110 dollars par an, il demeure faible pour l'Indonésie 10/.

36. On indique que la santé constitue une priorité majeure 6/ et "tous les efforts sont faits" pour "améliorer la santé publique" 23/. On a continué de mettre l'accent sur l'accès de la population aux services de santé notamment en augmentant le nombre d'hôpitaux, de dispensaires et de médecins et autres catégories de personnel médical sur le territoire. Le paludisme demeure un grand problème au Timor oriental. Il semble cependant qu'à Dili l'action entreprise pour éradiquer

cette maladie ait donné certains résultats, mais le problème reste grave dans les plaines 17/. En octobre 1985, l'Administrateur apostolique du territoire, Mgr Belo a, dit-on, lancé par l'intermédiaire de l'Eglise catholique indonésienne, un appel aux organisations de l'Eglise catholique australienne pour qu'elles fournissent d'urgence une aide médicale afin d'enrayer une épidémie de rougeole 25/. Cette épidémie aurait notamment touché les régions d'Iliomar, de Los Palos et de Luro. Dans ce dernier secteur, 30 enfants seraient morts en septembre 1985 25/.

37. Comme indiqué dans le précédent document (A/AC.109/836, par. 42), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) a continué à réaliser, en coopération avec la Croix-Rouge indonésienne, son projet en faveur des groupes les plus vulnérables (mères et enfants). L'assistance du FISE au territoire en matière de santé consiste à former des cadres pour les activités de santé et de nutrition, du personnel pour les centres sanitaires, des formateurs et des accoucheuses et à assurer des soins de santé primaires et des services qui permettent des accouchements dans de bonnes conditions. Le programme du FISE comporte aussi une opération de vaccination des enfants, exécutée en coopération avec la Croix-Rouge indonésienne. Le FISE a en outre aidé à la lutte contre le paludisme.

38. Aucun cas de malnutrition n'a été signalé dans le territoire au cours de l'année qui vient de s'écouler. Cependant, une saison sèche plus longue que d'habitude a perturbé la production alimentaire, ce qui a eu des répercussions sur l'état nutritionnel des enfants. Le FISE a fourni une assistance pour les enfants de moins de 5 ans, notamment des aliments destinés à favoriser la récupération nutritionnelle. Des suppléments diététiques ont également été fournis. Par ailleurs, le FISE a distribué des semences de blé et de riz pour favoriser la production alimentaire à petite échelle dans les jardins potagers communautaires des villages et une certaine quantité de stocks alimentaires ont été constitués pour parer aux pénuries alimentaires éventuelles. Cinq petits réseaux d'adduction d'eau par différence de niveau ont aussi été construits.

39. L'exécution du projet d'approvisionnement en eau dans la province indonésienne du Nusa Tenggara oriental et au Timor oriental, réalisé sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) (voir A/AC.109/836, par. 44) s'est poursuivie en 1985. Le budget de l'année s'élevait à 311 082 dollars et 19 500 dollars ont été alloués pour 1986. Le volet du projet concernant le Timor oriental comporte des avant-projets d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de formation de main-d'oeuvre pour les districts de Bobonaro, de Liquica et de Dili et il est prévu de forer des puits à Liquica et à Dili. Les études socio-culturelles et économiques ont été achevées et, en novembre 1985, les stratégies à suivre pour promouvoir l'éducation et la participation communautaire étaient prêtes. Le projet devrait être achevé cette année. Un nouveau projet concernant le Timor oriental est envisagé; il comprendrait la prospection des nappes souterraines, l'achèvement des forages, l'installation de pompes à main, la formation et la promotion de la participation communautaire dans quatre régions.

40. Des statistiques sur le développement du secteur de l'enseignement continuent d'être publiées. On s'attache à former des enseignants autochtones dans les instituts pédagogiques du territoire et d'ailleurs. Selon le Far Eastern Economic Review, le taux d'alphabétisation est de 40 p. 100 17/. Cette publication a

également signalé qu'"il existe toujours à Dili une école secondaire où l'enseignement est dispensé en portugais mais il est prévu de la fermer après que les quelques derniers élèves auront passé les examens de fin d'année" 17/. Il y a également un certain nombre d'écoles de communauté tenues par l'Eglise catholique, qui s'occupe en outre de plusieurs orphelinats où sont organisés quelques programmes d'enseignement.

41. En ce qui concerne l'administration, la Far Eastern Economic Review indique que la plupart des fonctionnaires du territoire sont chrétiens, en raison de la "sensibilité aux choix locaux". L'objectif, selon M. Carrascalao, est de constituer une fonction publique composée uniquement d'autochtones, mais cela n'a pas encore été possible en raison du manque de candidats qualifiés 17/.

42. Selon la Far Eastern Economic Review, M. Carrascalao "encourage les villes à évoluer vers une économie de consommation de façon à sortir la population de l'agriculture de subsistance et du système de troc" 17/. Le but de la politique agricole indonésienne dans le territoire est de "transformer" celui-ci en une "région à économie de marché, économie reposant sur les cultures commerciales" 17/. Ces cultures sont le coprah, le manioc, le clou de girofle, le sucre, le cacao, la noix d'arec, le poivre et le café 17/. Par ailleurs, un certain nombre de secteurs produisent du riz et selon M. Carrascalao, "dans de nombreux endroits de la province, des agriculteurs remettent en état leurs petites plantations de café pour augmenter leurs revenus". Par ailleurs, toujours dans le cadre du développement agricole, le Catholic Relief Services a poursuivi en 1985-1986 l'exécution de son projet agricole au Timor oriental (voir A/AC.109/836, par. 40).

43. En ce qui concerne les transports, les statistiques officielles indonésiennes publiées dans la Far Eastern Economic Review indiquent qu'environ 300 km de routes seront pavées d'ici la fin de 1986 17/. Néanmoins, le manque de transports adéquats demeure un problème grave, qui a entravé l'effort de développement, notamment dans les endroits les plus reculés 7/.

Notes

1/ The Canberra Times, 8 octobre 1985.

2/ Reuters, 7 octobre 1985.

3/ Melbourne Overseas Service, 29 novembre 1985 et FBIS-APA-85-232, 3 décembre 1985.

4/ The Guardian, (Londres), 18 octobre 1985.

5/ The Canberra Times, 17 janvier 1986.

6/ The Australian, 4 mars 1986.

7/ Die Welt, (Hambourg), 29 mai 1986.

8/ Far Eastern Economic Review, 10 avril 1986.

/...

- 9/ The Christian Science Monitor, 29 avril 1986.
- 10/ Dagens Nyheter (Stockholm), 28 juin 1986.
- 11/ Le Monde, (Paris), 3 juillet 1986.
- 12/ Rapport d'Amnesty International pour 1985, octobre 1985, p. 213, 216.
- 13/ Antara, 30 avril 1986, et FBIS-APA-86-084, 1er mai 1986.
- 14/ Rapport d'Amnesty International pour 1985, p. 217.
- 15/ Département d'Etat des Etats-Unis, Country Reports on Human Rights Practices for 1985, Report on Indonesia (U.S. Government Printing Office, Washington, D.C., 1986), p. 773.
- 16/ Ibid., p. 774.
- 17/ Far Eastern Economic Review, 8 août 1985.
- 18/ Ibid., 16 janvier 1986.
- 19/ Reuters, 28 avril 1986.
- 20/ Département d'Etat des Etats-Unis, op. cit., p. 776.
- 21/ Ibid., p. 772.
- 22/ Ibid., p. 779.
- 23/ The Jakarta Post, 1er mars 1986.
- 24/ The Straits Times (Singapour), 31 mars 1986.
- 25/ The Age (Melbourne), 11 octobre 1985.
